

Un sondage d'opinion publique mené auprès des Canadiens en 2008 par la Fondation Asie Pacifique⁵ afin de connaître leur réaction générale face à la montée en puissance de la Chine témoigne de ce changement. Les résultats étaient mitigés en ce qui a trait aux questions sur la « menace » que représente la Chine d'une part et les « occasions » qu'elle présente d'autre part, mais ont révélé de façon indéniable que les Canadiens sont conscients de l'importance croissante de la Chine dans leur vie quotidienne. Par exemple, ils considèrent la puissance militaire croissante de la Chine comme une menace pour la région, mais voient bien aussi le rôle important de la Chine dans la prospérité future du Canada.

Quant à la Chine, comment perçoit-elle sa position, sa propre « grande stratégie » ? Deux grands éléments ressortent. D'abord, la Chine accorde une importance primordiale à ses priorités nationales, ce qui signifie qu'elle continue de cultiver ses relations internationales et d'élaborer sa politique étrangère directement en fonction de ses besoins intérieurs. Ensuite, le maintien au pouvoir du PCC demeure une préoccupation prioritaire constante des dirigeants chinois dans l'élaboration de leurs politiques intérieure et étrangère. Ainsi, la grande stratégie de la Chine s'articule autour de trois axes : la croissance et le développement économiques soutenus; l'unité nationale et l'intégrité territoriale; son rôle dans le monde en tant que grande puissance responsable.

Ces trois axes s'articulent en parallèle avec le développement constant de la stratégie militaire de la Chine. La projection de puissance de l'armée chinoise a beaucoup augmenté, sans parler de la modernisation sélective de ses forces. La Marine de l'Armée populaire de libération (MAPL) mise sur la notion du « déni d'accès » ainsi que sur l'accroissement de sa projection de puissance. Le pays a bien compris qu'il évoluait à l'ère de la « guerre de l'information », ce qui l'a incité à étendre ses capacités en matière de cyberguerre et d'exploitation de l'espace.

L'importance que la Chine ne cesse d'accorder au développement et à la croissance économique a de nombreuses répercussions sur le Canada. Le gouvernement chinois est présent dans des régions où il n'avait jamais été (p. ex. l'Afrique, l'Amérique latine), ce qui aura des conséquences sur la politique étrangère du Canada dans ces régions. Effet encore plus direct, la Chine influe sur le cours mondial des produits de base, ce qui détermine si le Canada deviendra ou

⁵ www.asiapacific.ca

non une importante source d'exportation de ces produits vers la Chine. Le développement économique de la Chine aura également une incidence directe sur les régions périphériques du Canada si les voies navigables de l'Arctique deviennent une solution de choix pour les navires chinois. L'accès du Canada à des denrées alimentaires et des produits pharmaceutiques sûrs risque aussi de devenir une considération primordiale dans les relations sino-canadiennes, à mesure que la complexité des réseaux de production et de distribution continue d'augmenter.

L'engagement de la Chine envers la souveraineté, l'intégrité territoriale et le principe de non-ingérence aura également des impacts directs sur le Canada. Par exemple, les dossiers du Tibet, du Xinjiang et de Taïwan demeureront sensibles, ce qui continuera d'attirer l'attention des représentants chinois et canadiens sur un ensemble de problèmes consulaires qui risquent d'inciter les autorités chinoises à surveiller des membres particuliers de la diaspora chinoise au Canada, par exemple.

De façon plus générale, la résistance de la Chine à l'institutionnalisation réglementaire dans la région Asie-Pacifique et à l'« ingérence » ou l'intervention dans d'autres États au Conseil de sécurité de l'ONU a de vastes répercussions sur une éventuelle coopération internationale en matière de sécurité humaine.

L'émergence de la Chine en tant que puissance mondiale et régionale responsable a elle aussi des répercussions directes sur le Canada. Entre autres choses, ce dernier devient relativement moins important pour la Chine à mesure que s'accroît l'influence que celle-ci exerce dans le monde et dans la région. La relation entre la Chine et les États-Unis et les « compromis » mutuels qu'ils négocient auront des retombées pour le Canada, qui risque d'en venir simplement à adopter les politiques des deux géants mondiaux.

En ce qui concerne sa capacité d'influer sur les systèmes de gouvernance mondiale, le Canada devra redoubler d'effort pour demeurer un partenaire significatif, surtout dans le contexte du G8. La mesure dans laquelle il se fera entendre à l'avenir dépendra en grande partie de ses efforts afin de maintenir un cadre international qui tient compte de ses besoins. Il pourra y arriver en entretenant avec la Chine une relation axée sur l'échange d'informations sur l'élaboration de politiques mondiales importantes portant notamment sur la lutte contre les maladies, le commerce, l'environnement, les produits pharmaceutiques et les nouvelles technologies. Toutefois, en

matière de sécurité, c'est la position de la Chine qui sera déterminante en fin de compte que ce soit au chapitre de la non-prolifération (Corée du Nord, Iran, Birmanie), de la prolifération des armes légères (alimentant les conflits entre États) ou de la sécurité spatiale. Ce sera surtout évident dans le cas du contrôle que la Chine exercera sur Internet, à mesure qu'elle détournera son attention, actuellement concentrée sur des préoccupations intérieures, vers une gestion proactive de la circulation mondiale de l'information sur le Web.

Les Canadiens ont tout intérêt à ce que la Chine réussisse à bien maîtriser sa situation intérieure, puisque si elle arrive à assurer une gestion pacifique de ses tensions internes, elle aura de meilleures chances de se présenter sur la scène géopolitique comme un partenaire pacifique. Il importe de se rappeler que la Chine joue un rôle de plus en plus prépondérant dans la région et dans le monde, alors que l'influence relative du Canada diminue. Cela signifie que les décisions de la Chine sur les régimes de gouvernance mondiale auront une incidence sur le Canada, comme l'aura son inaction dans certains dossiers clés. En définitive, les relations entre sino-chinoises continueront d'être fondées sur les échanges commerciaux et la circulation constante de ressources et de personnes.

Canada-Chine : une relation de plus en plus complexe

Le 13 octobre 2010, le Canada célébrera 40 ans de relations diplomatiques avec la Chine. Il faut interpréter l'histoire des relations entre le Canada et la Chine sous divers éclairages. Lorsque la relation a été établie en 1970, le PIB du Canada était supérieur à celui de la Chine. C'est le contraire aujourd'hui, la Chine ayant la haute main dans ses échanges avec le Canada. Alors que la relation a été ponctuée d'ententes que nos homologues chinois n'oublient pas – les ventes de blé canadien à la Chine pendant les années 1960 en étant un exemple révélateur – elle a aussi été caractérisée par des mythes complaisants qui perdurent toujours. Il suffit de penser, par exemple, au docteur Norman Bethune, qui s'est joint aux communistes en Chine pendant la guerre sino-japonaise et effectuait des chirurgies d'urgence sur le champ de bataille. Le docteur Bethune a fait l'objet d'un article célèbre de l'ancien président Mao Zedong, que toute une génération a été appelée à apprendre par cœur.

Pour leur part, jusqu'en 1978, les Canadiens s'étaient fait une idée romancée de la Chine, n'ayant aucune expérience ou connaissance directe de ce pays. Entre 1978 et 1989, l'ouverture de la Chine a amené de nombreuses entreprises et organisations gouvernementales à s'y intéresser. Les visites de dignitaires se

sont multipliées, les milieux d'affaires ont commencé à y jouer un rôle et l'immigration de Chinois au Canada a commencé à prendre de l'ampleur. L'intérêt pour tout ce qui touchait la Chine a pris fin abruptement le 4 juin 1989. Le massacre sur la place Tiananmen a eu un effet durable sur la perception des Canadiens; leur vision simplifiée de la Chine s'est évanouie et ceux qui caressaient l'espoir d'une démocratisation du régime politique chinois ont été déçus. La diplomatie canadienne a réagi en prenant des mesures sévères quoique modérées, et le symbolisme des événements de la place Tiananmen continue encore aujourd'hui de ternir l'image du gouvernement chinois.

De 1993 à 2006, la relation s'est intensifiée : les visites officielles en Chine se sont multipliées et les milieux d'affaires ont tendu la main aux Chinois. Des problèmes consulaires de plus en plus nombreux sont venus compliquer la relation, les médias canadiens, que de telles questions intéressent tout particulièrement, ayant projeté une image de la Chine qui est peut-être plus négative qu'elle ne l'est en réalité. La proportion croissante de Sino-Canadiens ayant la double nationalité et les liens accrus entre les deux pays peuvent créer des tensions qui doivent être gérées avec soin pour éviter les malentendus graves.

Il n'a pas été facile de concilier les perceptions divergentes au sein de la population canadienne (les médias et les milieux d'affaires en incarnent généralement deux) afin d'élaborer une politique étrangère cohérente. Il devrait être possible d'établir des liens diplomatiques forts tout en demeurant préoccupé par le respect des droits de la personne en Chine.

« Même si la Chine n'achète pas directement du Canada, son influence sur les prix mondiaux devrait profiter à ce dernier. »

Les ressources naturelles continuent de représenter un aspect important des échanges commerciaux. Même si la Chine n'achète pas directement du Canada, son influence sur les prix mondiaux devrait profiter à ce dernier. Les investissements chinois dans les ressources naturelles canadiennes augmentent, mais à un rythme très lent. La première tentative d'investissement de la Chine au Canada s'est soldée par un échec. Les investissements dans les sables bitumineux de l'Alberta, par exemple, n'ont pas été aussi simples que prévu. Cela est attribuable en partie au fait que les Chinois préfèrent prendre livraison des barils de pétrole dans lesquels ils investissent, ce qui

tend à compliquer la situation. Toutefois, les mérites d'une telle pratique sur le plan stratégique sont fort probablement surévalués. Fait à signaler, en ce qui a trait à un éventuel investissement dans le pétrole albertain, les principales préoccupations des sociétés d'État chinoises portent sur la réaction des États-Unis. En définitive toutefois, compte tenu de sa politique de diversification de l'approvisionnement, la Chine sera portée à considérer le Canada comme une source d'investissement privilégiée.

De 2006 à 2008, les relations sino-canadiennes se sont détériorées. Alors que le gouvernement précédent à Ottawa avait réussi dans ses dernières années au pouvoir à établir un « partenariat stratégique » avec la Chine, le gouvernement actuel a été plus sceptique. Sa réticence était peut-être justifiée, étant donné que la Chine avait qualifié de « stratégique » sa relation avec un groupe très éclectique de pays. En outre, une série de problèmes consulaires épineux a continué de miner la relation. Celle-ci s'améliore toutefois. Elle est gérée avec beaucoup d'aplomb : plus de visites de haut niveau et une visite du premier ministre sont prévues. Naturellement, ce rapprochement est dans l'intérêt des deux pays. La Chine ne tirera aucun avantage d'une relation brisée à jamais à cause de problèmes consulaires ou de questions liées aux droits de la personne. En même temps, le Canada doit comprendre que la nature de la relation avec Beijing n'est plus du tout ce qu'elle était dans les années 1970.

La Chine et la géopolitique de l'environnement

La dégradation environnementale retient de plus en plus l'attention des politiciens partout dans le monde depuis une vingtaine d'années, mais la gravité des conséquences de ce phénomène semble maintenant susciter de telles inquiétudes que l'on envisage une action politique concertée. Selon un conférencier, cette situation nécessitera l'élaboration d'une stratégie mondiale. La Chine ne fait pas exception et a eu à faire face à des problèmes environnementaux particulièrement épineux provoqués par son développement économique rapide. Le conférencier a poursuivi en disant que pour mieux les comprendre et y faire face, les changements climatiques et environnementaux devaient être considérés comme des problèmes de sécurité humaine, tant en Chine qu'ailleurs dans le monde.

Si on les compare aux États-Unis, le Canada et la Chine ont probablement adopté une approche de développement durable plus cohérente. Aussi étonnant que cela puisse sembler, la Chine est un exemple à suivre lorsqu'il s'agit de rattacher les mesures de relance économique annoncées à la suite de la crise financière de 2008 et

les politiques environnementales. Ses efforts notables en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (établis sur son initiative surtout) sont eux aussi révélateurs.

La communauté internationale a tenté de faire du développement durable une partie intégrante de la géopolitique du développement. À cet égard, Beijing sait qu'il jouit d'une position de négociation favorable qui lui permettra de tirer de nombreux avantages de toute participation aux mécanismes de coopération internationaux. La Chine est très sensible aux principes du « pollueur-payeur » et de la « responsabilité commune mais différenciée », deux notions essentielles à la conclusion d'ententes environnementales internationales. Autrement dit, elle a continué d'adopter l'approche d'un pays en développement⁶, en sachant que ses émissions augmenteront probablement, mais que les plus gros pollueurs par habitant et globalement (c.-à-d. les pays occidentaux industrialisés depuis longtemps et le Japon) doivent réduire les leurs immédiatement. Les décideurs chinois savent qu'ils doivent accroître sensiblement l'efficacité énergétique de leur pays, mais pour ce faire, ils veulent jouir d'un accès à faible coût aux technologies étrangères.

Trois principales raisons incitent la Chine à participer aux efforts environnementaux internationaux. Premièrement, elle comprend très bien que les changements climatiques menacent sa sécurité. Deuxièmement, elle voit des possibilités de croissance concrètes dans la nouvelle économie « verte » à faible carbone et de réelles possibilités financières découlant de la signature d'ententes environnementales internationales comme le Protocole de Montréal. Troisièmement, elle voit qu'elle peut jouer un rôle en tant que citoyen du monde responsable.

En réalité, Beijing s'intéresse à l'efficacité énergétique et aux mesures environnementales dans l'industrie à cause des avantages qu'elles lui procurent sur le plan des exportations plutôt que d'une véritable préoccupation pour le changement climatique. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la Chine assume un rôle de chef de file dans les questions environnementales mondiales. Toutefois, les dirigeants chinois ne se contenteront pas de simples discours, mais continueront de prendre des mesures concrètes.

⁶ On a tendance à croire que les statistiques relatives aux émissions par habitant de la Chine sont sérieusement faussées en raison de la consommation d'énergie relativement faible de la population rurale. Si on mesurait uniquement les émissions urbaines, on obtiendrait un tout autre portrait.

Les analystes peuvent s'attendre à ce que la Chine prenne des mesures directes pour lutter contre le changement climatique, même si, à l'heure actuelle, il ne s'agit pas pour elle d'une priorité absolue et qu'elle continue d'agir dans un but intéressé, comme bien d'autres pays d'ailleurs. Par exemple, la Chine fixera probablement très bientôt des objectifs fondés sur l'intensité des émissions et envisagera d'imposer une taxe quelconque sur le carbone (se rapportant à ses exportations). Dans ce contexte, la perspective d'un « G2 » formé des États-Unis et de la Chine aura des conséquences décisives.

Les répercussions pour le Canada sont nombreuses. La communauté internationale surveille de près l'intendance que le Canada exerce sur les ressources hydriques et foncières et ses autres ressources naturelles et l'attitude de la Chine à l'égard de celles-ci. Les deux pays ont intérêt à apprendre l'un de l'autre lorsqu'il s'agit de traiter de ces questions et à savoir choisir le bon moment pour demander des indemnisations à d'autres pays ou d'attirer l'attention sur ces questions (p. ex. la fonte de l'Arctique pour le Canada). Quant à la pollution intercontinentale (au-delà de l'océan Pacifique), un dialogue sérieux s'impose. Les Chinois s'intéressent aussi vivement aux méthodes de gestion urbaine durable du Canada. Lorsqu'il s'agit d'investissements et d'acquisitions de sociétés à l'étranger, les entreprises chinoises n'ont pas ce qu'il faut pour se conformer aux mesures de protection environnementale et aux règlements connexes. Par contre, c'est un domaine dans lequel les entreprises canadiennes possèdent beaucoup d'expérience.

Dans le contexte de la lutte contre le changement climatique, le Canada devrait créer des liens solides avec les États-Unis et la Chine. Une telle relation lui procurerait d'importants débouchés, étant donné la force de son secteur des technologies durables. Les questions environnementales ne seront pas toutes abordées en profondeur lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique prévue à Copenhague en décembre 2009. Elle sera suivie de négociations géopolitiques intenses pendant des années, lesquelles porteront sur l'innovation de même que sur l'établissement de régimes de réglementation internationaux.

Discussion

Un premier participant a demandé comment le Canada pouvait interpréter l'essor militaire chinois dans le contexte de la montée en puissance dite pacifique de la Chine. Un conférencier a répondu que les différents pays n'étaient pas tous préoccupés par les mêmes aspects de la militarisation de la Chine. Par exemple, les

préoccupations des États-Unis et du Canada sont très différentes. Les États-Unis s'inquiètent davantage des questions nucléaires stratégiques et de la présence militaire accrue de la Chine dans la région de l'Asie-Pacifique, alors que le Canada est plus préoccupé par la possibilité que ses forces armées aient à mener des opérations à l'étranger en présence des forces chinoises. Il s'intéresse aussi davantage aux politiques en matière de cybersécurité et de sécurité spatiale qu'à la militarisation de la Chine. On peut donc supposer sans trop craindre de se tromper que la Chine a grand intérêt à créer un environnement pacifique et stable.

Un deuxième participant a demandé si le fait de considérer la Chine comme un acteur unitaire ne compliquait pas l'analyse de la position de ce pays face aux ententes environnementales internationales, surtout que l'environnement n'est pas une des priorités majeures du gouvernement central. Un conférencier a répondu que, de toute façon, aucune des ententes conclues jusqu'à maintenant ne donnait vraiment de bons résultats (à l'exception peut-être du Protocole de Montréal). La Chine semble étudier assez attentivement les conséquences du changement climatique, et sa participation aux discussions internationales sur l'environnement augmente indéniablement. La véritable question consiste à savoir comment transformer cette participation initiale en leadership dynamique. Il s'agit d'un point important. À moins que la Chine se perçoive comme une puissance responsable, ses actions ne donneront rien à l'échelle internationale. Selon le conférencier, le Canada peut contribuer à améliorer la capacité de la communauté internationale à élaborer des ententes multilatérales. On peut s'attendre aussi à d'importantes améliorations découlant des mesures prises par le secteur privé en Chine. Un principe demeure vrai : les pays qui ont adopté des approches de protection environnementale efficaces l'ont fait grâce à une participation importante du public. À cet égard, bien qu'il reste beaucoup à faire, les discussions publiques sur l'environnement se sont multipliées au cours des quinze dernières années.

Un troisième participant a souligné qu'après la visite en Chine d'Équipe Canada, les échanges commerciaux avec ce pays ont continué de diminuer. D'après un conférencier, deux ou trois investissements importants pourraient changer toute la dynamique des relations commerciales; les deux économies sont remarquablement compatibles, mais le défi pour le Canada consiste à trouver des moyens d'ajouter de la valeur aux produits qu'il exporte vers la Chine. Il est évident, toutefois, que le Canada ne sera plus jamais un important partenaire commercial pour la Chine.

Un autre membre de l'auditoire a demandé dans quelle mesure les dirigeants chinois croient en leurs propres discours sur la non-ingérence. Un conférencier a répondu que la Chine est prête à faire des compromis qui portent atteinte à sa souveraineté sur le plan économique, mais qu'elle est intransigeante lorsqu'il est question de son intégrité territoriale. Un autre conférencier a ajouté que lorsque le gouvernement chinois invoque la notion de non-ingérence dans le cas de Taïwan, il y croit profondément. Il s'agit là d'une question parmi quelques autres pour laquelle il est probablement prêt à lutter.

Un cinquième participant a demandé si on assistait effectivement à une baisse alarmante de l'influence qu'exerce le Canada. Après tout, la montée en puissance de la Chine ne fait-elle pas perdre à chaque pays son influence relative ? Le conférencier a clarifié sa position en indiquant que la Chine se trouvera en position d'influence dans un contexte régional, ce qui aura des répercussions pour les Canadiens. Si l'influence relative d'autres pays diminue effectivement, bon nombre d'entre eux adoptent des stratégies plus proactives que le Canada pour améliorer leurs relations avec la Chine. Par le passé, le Canada avait des positions bien définies sur différentes questions internationales (p. ex. la non-prolifération), mais actuellement, aucune position claire n'en émane, contrairement aux efforts récents de l'Australie. Un autre conférencier a souligné que la plupart des aspects des relations bilatérales actuelles entre le Canada et la Chine devaient être vus à travers le prisme de la relation entre la Chine et les États-Unis.

Débat d'experts : La Chine au lendemain de la crise financière mondiale

Il est extrêmement difficile de prévoir ce que l'avenir réserve à la République populaire de Chine, même dans cinq ans. C'est d'ailleurs un sujet qui suscite des débats des plus contradictoires. D'une part, certains analystes pensent que la Chine a géré les séquelles de la crise financière mondiale avec doigté et de façon constructive. D'autre part, des commentateurs croient que la Chine a été irrémédiablement affaiblie par la crise et sont pessimistes face à sa capacité de devenir une superpuissance économique solide.

Perspective optimiste

Comme l'a démontré un conférencier, le premier groupe soutient qu'une forte reprise est en cours en Chine et que celle-ci sera la première économie mondiale à se remettre sur la voie de la croissance à long terme. Le gouvernement chinois a commencé à

appliquer une politique expansionniste en septembre 2008 tout en occupant une position assez avantageuse. La Chine avait accumulé d'énormes ressources financières après des années d'excédents courants, et la banque centrale chinoise disposait d'une importante marge de manœuvre.

Si le crédit à la consommation baisse toujours dans les pays occidentaux, les banques étant appelées à respecter des normes relatives aux ratios de suffisance du capital, le niveau d'endettement en Chine demeure très bas. Alors que les banques américaines ont adopté un plan de désendettement, le contraire se produit en Chine, où les ménages s'endettent davantage. La dette du gouvernement chinois n'est pas très élevée non plus, à la différence des États-Unis. La viabilité budgétaire de la Chine est très élevée, le déficit du gouvernement atteignant à peine 3 % ou 4 %. Le gouvernement américain devra finir par hausser les impôts ou réduire les dépenses, ce qui aura une incidence sur son potentiel de croissance, alors que de façon générale, la Chine est en bien meilleure position.

Certains dénoncent le plan de reprise de la Chine en indiquant que les investissements ont surtout été orientés vers l'industrie et que les Chinois tentent effectivement de poursuivre une stratégie de croissance axée sur les exportations et non nécessairement de stimuler la demande intérieure. Rien ne permet toutefois de corroborer ces affirmations. Le gouvernement chinois a augmenté de façon exponentielle ses dépenses sociales. Il a doublé les dépenses en santé en 2008, par rapport à 2006, et les a majorées d'un autre 45 % depuis le début de 2009. Il vise à établir d'ici 2011 un régime de soins de santé accessible à 90 % de la population. En outre, à moyen et à long terme, il ne semble pas envisager d'injecter des sommes massives dans le secteur manufacturier. Les chiffres indiquent que ce secteur est faible et que la rentabilité a baissé, ce qui confirme que les investissements n'augmentent pas. L'excédent courant est passé de 5 % ou 6 % à environ 4 % à la fin de 2009. Cela signifie que la Chine ne jouira plus de la croissance axée sur les exportations qu'elle avait connue avant la crise.

D'autres dénoncent le fait que le plan de reprise procure au bout du compte des avantages au gouvernement. Il est vrai que les grands projets d'infrastructure sont souvent des initiatives gouvernementales, mais le plan cible aussi d'autres secteurs, comme le logement. La reprise chinoise sera durable. On peut s'attendre à ce que le taux de croissance atteigne 8 % ou 9 % au cours des années à venir.

À plus long terme, il se pourrait, au sens le plus strict, que la Chine soit le seul pays à avoir profité de la crise financière. La croissance de son PIB est peut-être plus lente, mais sa confiance a augmenté sensiblement. La situation rendra aussi la relation entre la Chine et les États-Unis plus symétrique, ce qui est sans doute positif. La Chine a réagi à la crise en se conformant entièrement aux directives de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle respecte les règles du jeu.

En ce qui a trait aux réformes économiques intérieures, sans doute le plus important domaine dont il faut tenir compte, la structure de propriété des entreprises se transforme progressivement. L'État a réussi à conserver la mainmise sur la plupart des ressources, à maintenir une devise sous-évaluée pendant au moins cinq ans et à fixer constamment les prix de ses ressources énergétiques, hydriques et naturelles à des niveaux inférieurs au prix du marché. Toutefois, cette situation continuera d'évoluer. D'ailleurs, la récente réforme influant sur le prix du pétrole illustre cette tendance. Il faut également s'attendre à une réforme des taux d'intérêt, question qui retient à nouveau l'attention, et à une forte appréciation de la devise.

Selon le conférencier, d'ici 2015, la Chine aura une économie de marché sensiblement plus évoluée et jouera un rôle plus constructif sur le plan économique à l'échelle internationale.

Perspective sceptique

Par contre, il y a ceux qui croient que les conditions économiques à l'origine de la croissance spectaculaire en Chine n'existent plus. Comme l'a expliqué un autre conférencier, selon les tenants de cette opinion, de la fin de la guerre froide jusqu'à la crise financière de 2008, les politiques de « réforme et d'ouverture » de Deng Xiaoping avaient suffi à générer une croissance en Chine parce que le monde entier jouissait d'une période de croissance pratiquement sans précédent et les barrières commerciales avaient été éliminées. Mais, selon ce même conférencier, le modèle économique chinois n'est pas bien adapté aux conditions économiques mondiales actuelles. L'économie de la Chine dépend beaucoup des exportations. Il n'existe aucune raison valable de croire que la Chine redeviendra inévitablement une puissance économique.

La demande mondiale est encore en baisse. L'économie mondiale se contractera cette année pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale et le volume des échanges commerciaux internationaux diminuera dans une mesure jamais vue en 80 ans.

Les États-Unis et la Chine continuent de se dissocier, et les tentatives du président américain Barack Obama pour stimuler les exportations américaines risquent d'envenimer les différends commerciaux. Les pays ayant les excédents courants les plus élevés ont tendance à être frappés les plus durement par les crises. Les exportations chinoises, qui ont chuté tous les mois depuis novembre 2008, continueront de ralentir, et la demande mondiale ne sauvera pas l'économie chinoise comme ce fut le cas après la crise financière asiatique de 1997. Selon le conférencier, la Chine pourrait même se mériter un autre superlatif, soit celui d'économie en contraction la plus rapide au monde.

La fiabilité des statistiques est un élément qui complique l'analyse de l'économie chinoise. En fait, au cours du dernier trimestre de 2008, la croissance a fort probablement été nulle ou négative, s'établissant à -1 % ou -2 %, ce qui est de beaucoup inférieur au taux de 6,8 % indiqué par le gouvernement chinois. Au cours du deuxième trimestre de 2009, le taux de croissance a probablement été d'environ 3 % ou 4 % et non de 7,9 %, comme l'a annoncé Beijing. Pour la première moitié de 2009, le gouvernement chinois a affirmé que le PIB avait progressé de 7,1 %. Cela est difficile à croire si l'on examine d'autres statistiques : au cours de la même période, les exportations ont chuté de 21,8 % et, fait peut-être encore plus important, les importations ont reculé de 25,4 %, alors que l'investissement direct à l'étranger (IDE) a baissé de 17,9 %, les recettes fiscales, de 6 %, et la production d'énergie, de 1,7 %. Les polluants atmosphériques et les revenus du gouvernement étaient également à la baisse. Les seuls indices à la hausse étaient les défauts de paiement des cartes de crédit et le chômage. Les autorités chinoises affirment qu'elles ne peuvent pas encore mettre fin à leur programme de stimulation économique. Comme l'a souligné le conférencier, tout porte à croire que les projections de croissance de la Chine, établies à 7,9 %, ne sont crédibles.

Les mesures de stimulation du gouvernement ont favorisé les grandes sociétés d'État, qui ont obtenu des fonds par l'entremise des banques d'État, et les projets d'infrastructure parrainés par l'État. Si la privatisation est à l'origine de la croissance qu'a connue la Chine au cours des dernières décennies, Beijing est maintenant en train de renationaliser l'économie. La croissance du crédit a été phénoménale. Les prêts approuvés par l'État ont créé des fonds superflus, ce qui a donné lieu à des hausses artificielles des marchés boursiers et a contribué à alimenter l'industrie des jeux d'argent de Macao. De tels emprunts forcés entraîneront sans doute une hausse marquée de la corruption et des prêts irrécouvrables et nuiront à la viabilité

économique des projets financés. Aucune économie inondée par un volume trop élevé de liquidités ne peut échapper à des problèmes sérieux.

Le seul espoir serait que la Chine arrive à orienter son économie vers la consommation intérieure plutôt que les exportations. Toutefois, les mesures de stimulation n'étaient pas destinées à la consommation privée. La plupart des plans visaient plutôt l'infrastructure et la capacité industrielle. La consommation représentera donc une part encore plus infime de l'économie chinoise. Après avoir atteint une moyenne historique de 60 %, elle a chuté à environ 20 % en 2007, soit le taux le plus faible au monde. Elle continue de reculer à mesure que le gouvernement augmente la production industrielle et les exportations. La décision de Beijing en 2008 d'ancrer le yuan au dollar américain constitue un revirement des réformes monétaires antérieures et nuira encore davantage à la consommation intérieure. Beijing a annoncé qu'en août 2009 les ventes au détail avaient progressé de 15,4 %, que les prix avaient chuté dans l'ensemble de 1,2 % et que la mesure M2⁷ avait augmenté de 28,5 %. Comment la Chine peut-elle avoir une base monétaire en progression et des ventes au détail en hausse lorsqu'elle est en situation de déflation ? Le conférencier a insisté sur le fait que quelque chose ne tournait vraiment pas rond dans l'économie chinoise.

La Chine réussira peut-être à enregistrer une croissance pendant une année ou deux, mais les observateurs devraient s'attendre à ce que l'économie chinoise se contracte d'ici le milieu de 2010. La croissance des récentes années a masqué les bouleversements de l'économie, notamment au chapitre environnemental et démographique. Au bout du compte, la nature du régime politique chinois demeure l'obstacle le plus important aux réformes structurelles. Le régime bloque toute tentative d'adaptation.

Depuis 1992, le PCC fonde sa légitimité sur la croissance soutenue. Devant le ralentissement de l'économie chinoise, les dirigeants seront progressivement portés à compter sur le nationalisme, à fermer leur économie et à recourir au mercantilisme. Selon les experts, la Chine se stabilise, mais on constate que les activités de protestation sociale se multiplient et deviennent plus importantes et plus violentes. Elle a maintenant atteint la crête de la vague, mais d'ici la fin de 2010, sa situation risque de s'être détériorée de façon radicale.

⁷ Indicateur économique permettant de mesurer la masse monétaire dans une économie. Il comprend les fonds immédiatement accessibles (sans les réserves des banques centrales), ainsi que les dépôts-épargne, les dépôts à terme et les comptes de trésorerie des particuliers.

Discussion

Un participant a demandé si les dirigeants chinois se serviraient de la crise pour apporter d'importants changements, plutôt que de se contenter de solutions à court terme susceptibles d'avoir des effets négatifs à long terme. Un conférencier a expliqué que les divergences d'opinions entre les dirigeants chinois étaient représentatives de leurs points de vue sur l'économie mondiale : certains croient que la mondialisation est au point mort, mais ne régresse pas pour autant. Il a soutenu que les signes de protectionnisme commercial ne représentaient pas une tendance à long terme. On assistera probablement au cours des prochaines années à un renforcement du flux des capitaux et à une reprise des échanges commerciaux. Si ces prévisions ne se concrétisent pas, il est évident que les perspectives pour la Chine seront beaucoup moins encourageantes que prévu.

La Chine a besoin d'une reprise du commerce mondial. Comme le gouvernement chinois ne s'attend pas à ce que les consommateurs américains reprennent leurs habitudes de consommation d'avant crise, ses efforts pour rééquilibrer son économie méritent d'être loués. Comme la devise chinoise est ancrée au dollar américain, la récente appréciation de ce dernier a donné lieu à une appréciation simultanée du yuan. Au bout du compte, à la sortie de la récession, la Chine enregistrera un taux de croissance plus soutenable et non le taux spectaculaire de 13 % enregistré en 2007 ou les taux tout aussi impressionnants des années précédentes. Un autre conférencier a rétorqué que l'an dernier, la croissance économique en Chine avait été fondée exclusivement sur le crédit du gouvernement. Ce dernier a réagi rapidement à la crise de 2008, mais certaines des mesures qu'il a adoptées n'étaient pas appropriées. Depuis novembre 2008, Beijing a injecté l'équivalent de deux milliards de dollars américains dans l'économie, et la sortie de ce qui risque de devenir une bulle de crédit artificielle ne sera pas facile. Entre-temps, d'autres économies asiatiques augmentent leurs réserves de dollars américains afin de déprécier leurs devises et devenir ainsi plus concurrentielles avec la Chine, signe d'une possible guerre commerciale régionale. Il faut s'attendre à ce que la Chine prenne des mesures antidumping, vu l'application de tarifs sur les produits américains, ce qui entraînera une baisse générale des échanges commerciaux entre les deux pays.

Un autre participant a demandé dans quelle mesure le plan de stimulation économique de la Chine avait porté sur les dépenses sociales. Un conférencier a répondu qu'il y avait effectivement eu une augmentation générale des dépenses de santé. Un autre conférencier a répondu que les habitudes de consommation de la population ne

changeaient pas dès la création d'un filet de sécurité sociale. Il a souligné que les dirigeants chinois le savent, mais la lenteur de leur processus décisionnel les empêche d'apporter des changements structurels au moment propice. Ils n'arrivent à prendre que des mesures à court terme. Le deuxième conférencier a indiqué qu'on ignore si les dépenses sociales ont augmenté sensiblement. Le gouvernement a misé sur une reprise rapide de la demande mondiale, comme en témoigne son achat de volumes importants de produits de base. Toutefois, si cette reprise rapide ne se concrétise pas, la Chine ne pourra plus compter sur les exportations pour assurer sa prospérité comme elle l'a fait à la suite de la crise financière de 1997 en Asie du Sud Est.

Les voisins de la Chine

Inde et Chine : rivalité ou complémentarité ?

La relation entre l'Inde et la Chine repose sur trois thèmes imbriqués :

1) les grands dossiers bilatéraux (problèmes frontaliers, Tibet et diaspora tibétaine vivant en Inde); 2) les relations de la Chine avec les voisins de l'Inde (Sri Lanka, Pakistan et Birmanie notamment); 3) l'influence de la Chine et de l'Inde sur la scène internationale, notamment en regard des États-Unis.

Les problèmes bilatéraux découlent en grande partie de questions frontalières, dont il est très important de connaître les détails. Il y a deux principales régions en cause, le « secteur ouest » et le « secteur est ». En ce qui concerne le secteur est, en 1914, la Grande-Bretagne, le Tibet et la République de Chine ont signé un traité qui créait une nouvelle frontière, la ligne McMahon⁸, entre l'Inde et la Chine telles que nous les connaissons aujourd'hui. La République populaire de Chine n'a jamais reconnu la ligne McMahon pour au moins deux raisons. D'abord, elle considérait le traité de 1914 comme un traité « inéquitable », puisqu'il avait été conclu entre une Chine affaiblie et une puissance impériale. Ensuite, la Chine ne reconnaît pas le Tibet comme signataire du traité au même titre qu'elle, puisque cela signifierait implicitement qu'elle reconnaît que le Tibet a joui d'une période d'indépendance au début du XX^e siècle. L'Inde continue de revendiquer le territoire qui s'étend jusqu'à la ligne McMahon, la frontière montagneuse la plus élevée entre l'Inde et le Tibet.

⁸ Sir Henry McMahon était à l'époque secrétaire au Foreign Office britannique.

En ce qui concerne le secteur ouest (la région contestée se trouve aux confins du Xinjiang chinois et du Cachemire indien), l'empire britannique a tenté en vain de conclure un accord avec la Chine. La frontière n'a toujours pas été délimitée. Après la guerre de 1962 entre la Chine et l'Inde, la Chine a maintenu le contrôle du secteur ouest, et l'Inde, du secteur est.

Le dossier du Tibet constitue une autre question bilatérale importante dans le contexte de la relation sino-indienne. En 1959, le dalaï-lama a quitté le Tibet à destination de l'Inde, après un soulèvement au Tibet qui avait été réprimé plus tôt dans l'année. Depuis, l'Inde est l'hôte du gouvernement tibétain en exil. Cette situation a toujours déplu à la Chine, même si depuis 1954, l'Inde a reconnu publiquement que le Tibet faisait partie de la Chine. Les Chinois considèrent souvent que l'Inde se sert du dalaï-lama pour promouvoir ses propres intérêts territoriaux. On s'attend à un changement radical après le décès du chef spirituel tibétain, mais toute transition entraîne énormément d'incertitude. À cet égard, il est impossible d'entrevoir une normalisation des relations entre l'Inde et la Chine à court et à moyen terme.

En ce qui a trait à ses relations avec les voisins de l'Inde, la Chine s'est distancée progressivement de sa position en tant qu'ardent défenseur du Pakistan. Elle a cessé de se rallier à l'opinion du Pakistan dans certains dossiers et ses relations avec l'Inde s'en sont trouvées améliorées.

Enfin, les États-Unis constituent la variable la plus importante de la relation sino-indienne. La Chine craint que les États-Unis ne se servent de l'Inde pour se prémunir contre elle, mais en examinant de plus près les intérêts et la stratégie globale de l'Inde, on arrive à comprendre que celle-ci n'acceptera pas d'être exploitée ainsi. C'est plutôt elle qui profitera de la situation.

Dans une perspective plus globale, il faut évaluer l'efficacité du modèle de développement de chaque pays. Seul l'avenir dira si le régime économique et politique chinois peut être reproduit avec succès. Si oui, cela accroîtra la puissance douce de la Chine; si non, ce sera l'annonce de problèmes. Inversement, si la croissance économique de l'Inde se maintient aux environs de 7 % au cours des prochaines années et si le gouvernement chinois devait se lasser d'un tel succès, l'attrait du régime démocratique indien pourrait augmenter.

Des tensions sur le plan de la sécurité pourraient voir le jour entre les deux pays s'ils n'arrivent pas à doser judicieusement la dissuasion et la provocation. Toutefois, au bout du compte, les deux pays ont intérêt à gérer leurs relations avec prudence et à le faire de façon pacifique.

Les enjeux de la Chine en Asie du Sud-Est

La Chine souhaite longtemps être reconnue en Asie du Sud-Est comme la puissance asiatique la plus influente, mais ses efforts pour courtiser les habitants de cette région au cours de la dernière décennie n'ont pas été pleinement couronnés de succès, surtout en Indonésie. Une de ses réussites évidentes a été de supplanter Taïwan dans la région. Elle est aussi devenue plus influente auprès des pays autoritaires pauvres de la partie continentale de l'Asie du Sud-Est comme le Laos, le Cambodge et la Birmanie.

De leur côté, les États-Unis entretiennent leur domination maritime dans une région où leurs intérêts stratégiques, leurs investissements et leur aide sont concentrés. Il y aurait lieu de se demander si la montée en puissance de la Chine a vraiment modifié l'équilibre des pouvoirs et des influences dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. Il semble bien que oui, mais pas radicalement. Cela pourrait s'expliquer par le nationalisme des États de l'Asie du Sud-Est. Cela pourrait aussi être parce que l'influence croissante de la Chine dépend de l'évitement d'un affrontement avec les États-Unis, ce qu'elle fait soigneusement depuis 2001. En fait, la Chine a simplement remplacé le Japon à titre de pays asiatique le plus influent en Asie du Sud-Est, mais ce mouvement ralentit depuis quelques années. Enfin, les pays de l'Asie du Sud-Est continuent d'appliquer une politique de coopération simultanée avec toutes les grandes puissances de la région : la Chine, le Japon, les États-Unis et l'Inde. L'an dernier, les Asiatiques du Sud-Est s'attendaient à ce que l'empire du Milieu joue un rôle plus important sur la scène régionale à la suite de la crise financière mondiale. Cependant, comme il n'a pas encore été nécessaire d'avoir recours aux accords d'échange de devises, loués avec enthousiasme, on ne sait toujours pas quelle sera au juste l'incidence de l'actuelle crise financière sur l'influence de la Chine à long terme.

La Chine continuera-t-elle de tenir compte de ses voisins du Sud-Est ? La question reste entière. Pendant dix ans, elle a mené une campagne économique et diplomatique exhaustive pour les impressionner, mais elle est récemment revenue à sa méthode de règlement inconditionnel des revendications contradictoires dans la mer de Chine méridionale. De manière plus significative encore,

Beijing a laissé entendre aux principales sociétés pétrolières que la poursuite des projets autorisés par le Vietnam dans la mer de Chine méridionale (dans des eaux revendiquées à la fois par le Vietnam et la Chine) pourrait nuire à leurs affaires en Chine. Il est important d'être conscient que la position de la Chine dans le dossier de la mer de Chine méridionale est davantage une question de stratégie que d'approvisionnement énergétique. Les estimations chinoises des réserves d'énergie de la mer de Chine méridionale sont supérieures de beaucoup à celles des experts occidentaux. On ne sait toujours pas combien il y a de pétrole ou de gaz dans la mer de Chine méridionale, mais il est clair que les principales routes de navigation entre l'océan Indien et le Japon, la Corée et la Chine passent toutes par ce secteur.

Il est intéressant de se demander s'il est possible d'étendre la compréhension qu'ont les Occidentaux de la stratégie de la Chine en Asie du Sud-Est à sa démarche dans l'océan Indien. New Delhi observe avec inquiétude la présence croissante de la Chine dans l'océan Indien, mais la capacité de la Chine de projeter sa puissance navale est extrêmement limitée à l'heure actuelle. Au lieu de se concentrer sur la projection de sa puissance, la Chine a décidé de bloquer l'accès à sa périphérie immédiate pour alourdir le coût d'une éventuelle intervention navale américaine sur la côte chinoise.

En outre, le conférencier a soutenu que les capacités de projection de puissance de la Chine, lorsqu'elles seront renforcées, seront d'abord déployées dans la mer de Chine méridionale voisine, où la Chine a des revendications territoriales, plutôt qu'au-delà de l'obstacle que constitue la Malaisie dans l'océan Indien. De façon plus réaliste, les objectifs de la Chine dans l'océan Indien ressembleront probablement à ses objectifs dans la portion maritime de l'Asie du Sud-Est. Dans la partie continentale de cette région, son intérêt prioritaire est la sécurité, mais dans la portion maritime, son objectif numéro un est d'étendre ses relations économiques – principalement commerciales. De même, dans l'océan Indien, son premier objectif n'est pas stratégique, mais plutôt de tisser une toile de relations économiques qui serviront ses intérêts commerciaux.

Chine et Taïwan

Depuis l'élection de Ma Ying-jeou à Taïwan, les observateurs ont tendance à croire à un apaisement prochain des tensions que suscite le dossier de Taïwan. Ce soupir de soulagement collectif pourrait être prématuré. De façon générale, il semble y avoir un certain réchauffement des relations entre les deux rives du détroit de Taïwan,

mais à moins d'une tournure imprévisible des événements, Taïwan n'accédera pas à l'indépendance à court ou à moyen terme. Toutefois, la Chine commence à se rendre compte que sa notion de « régions autonomes spéciales » sera difficile à faire accepter à la population taïwanaise. Le maintien du statu quo jusqu'en 2020 constitue le scénario le plus plausible.

Beijing continuera-t-il au cours des prochaines années à tolérer la souveraineté *de facto* de Taïwan ? On assiste à une intégration économique accrue entre les deux rives du détroit, et la RPC a fait des concessions au gouvernement de Ma Ying-jeou. Par exemple, elle a autorisé Taïwan à jouir du statut d'observateur à l'Assemblée mondiale de la santé. Toutefois, la perspective d'un cadre de coopération économique suscite une certaine méfiance de la part des milieux d'affaires taïwanais, qui y voient la possibilité d'un effondrement de l'industrie taïwanaise. Malgré ces réticences, les relations entre les deux rives semblent s'être améliorées dans l'ensemble.

Il convient de se rappeler le discours que le président Hu Jintao a prononcé au début de 2009 pour commémorer le 30^e anniversaire de la déclaration du Parti communiste aux compatriotes de Taïwan. Le président a réitéré le principe d'une seule Chine et l'importance de renforcer les relations économiques et de favoriser les échanges de personnel. Il a également insisté sur les liens culturels qui unissent les deux rives. Fait intéressant, il a parlé de l'importance de permettre à Taïwan de jouer un rôle significatif au sein d'organisations internationales. Fait encore plus important, Hu Jintao a dit vouloir négocier un accord de paix avec Taïwan, ce qui ouvrirait la porte à la reconnaissance des autorités taïwanaises, même si la reconnaissance d'un gouvernement taïwanais proprement dit n'est toujours pas une perspective prévisible. En outre, pour la première fois, le président chinois a parlé du Parti démocratique progressiste (DPP, qui préconise l'indépendance de Taïwan), reconnaissant sa légitimité à la condition qu'il rejette l'indépendance. Il s'agit d'un changement de ton radical.

Sur le plan militaire, la Chine a acquis au cours des dernières années une supériorité marquée sur Taïwan. Elle n'entrevoit toutefois pas une opération militaire comme solution réaliste à ce moment-ci. Une telle mesure risquerait de provoquer une insurrection sans issue qui retiendrait son attention pendant des années.

Malgré l'ouverture de la RPC, plusieurs constantes caractérisent la situation de Taïwan. Le gouvernement taïwanais actuel convient du principe d'une seule Chine, pourvu qu'il ne soit pas obligé d'en faire partie. Le DPP est encore plus loin d'une entente avec Beijing puisqu'il rejette carrément le principe d'une seule Chine. Il est donc peu probable que le Guomindang, l'actuel parti au pouvoir, cède Taïwan à la Chine. La politique d'une seule Chine est formulée de façon beaucoup plus directe en RPC qu'à Taïwan. Cela est attribuable au régime politique taïwanais, qui continue de reposer sur le jeu des partis et la dynamique électorale. Même si le Guomindang est en bonne position à l'heure actuelle, il serait irréaliste d'exclure un éventuel retour au pouvoir du DPP, en coalition avec d'autres partis moins importants.

L'élection de Ma Ying-jeou ne semble pas avoir modifié la perspective d'un maintien du statu quo à Taïwan. Son gouvernement aura du mal à convaincre la population de l'île du bien-fondé d'une éventuelle réunification avec la RPC. Depuis l'élection, les sondages révèlent une hausse du nombre de Taïwanais qui appuient le maintien indéfini du statu quo. Parallèlement, le nombre de citoyens qui appuient l'unification a diminué. Toutes choses étant égales par ailleurs, rien ne laisse présager une intégration prochaine de Taïwan à la Chine. Ce qui est évident, c'est que toute décision du gouvernement chinois de recourir aux menaces pour régler la situation risque de se retourner contre lui. Par conséquent, les gouvernements étrangers devraient considérer Taïwan comme un État souverain *de facto* et éviter de traiter les dirigeants de la RPC avec trop de déférence.

Discussion

Un participant a indiqué que d'autres formes de concurrence relégueront les différends frontaliers entre la Chine et l'Inde au deuxième rang. Jusqu'à maintenant, la dynamique entre les deux pays a été caractérisée par des provocations mutuelles contrôlées, mais on assiste actuellement à une certaine intensification des relations économiques malgré une rivalité acharnée. Toutefois, la Chine s'est ouverte aux investissements de l'Inde, alors que celle-ci continue de restreindre les investissements chinois sur son territoire.

Sur le plan géostratégique, on peut faire valoir que la Chine semble avoir un avantage sur l'Inde, du moins pour l'instant. Alors que le gouvernement indien et la liberté de presse permettent la diffusion d'une vaste gamme de points de vue, les Chinois ont un système hautement contrôlé et peuvent choisir d'étouffer certaines opinions susceptibles de provoquer de la controverse.

La Chine limitera beaucoup plus le soutien qu'elle accorde au Pakistan. Elle s'inquiète de l'effet de contagion de ses propres communautés musulmanes au Xinjiang, à la frontière avec le Pakistan.

L'Inde craint toujours d'être encerclée par la Chine. Elle s'inquiète de plus en plus des ambitions navales des Chinois (qui pourraient installer des bases en Birmanie, au Bangladesh et peut-être au Sri Lanka) et de leur appétit croissant pour les ressources en Afrique.

La capacité de la Chine de nouer le dialogue avec le reste du monde a augmenté de façon radicale au cours des cinq à sept dernières années. En ce qui concerne la diplomatie internationale, l'Inde n'a plus la haute main sur la Chine sur le plan des compétences. Cela dit, il serait très imprudent de traiter la Chine avec condescendance.

Le conférencier a insisté sur le fait que, dans l'ensemble, l'Inde avait fait montre de beaucoup de prudence et de retenue dans ses rapports avec ses voisins immédiats, dont la Chine. Comme son homologue à Beijing, le gouvernement indien a surtout été préoccupé par des questions intérieures. En fait, les deux pays ne souhaitent absolument pas une guerre à grande échelle, et à moins de profondes erreurs d'appréciation de part et d'autre, la possibilité d'un conflit entre eux est très faible.

Au cours de la période de question qui a suivi l'exposé, un premier participant a demandé si les sondages d'opinion publique à Taïwan étaient fiables. Le conférencier a répondu qu'ils le sont effectivement en raison du contexte dans lequel ils sont menés. Les organes médiatiques à Taïwan se livrent une concurrence féroce, et si un sondage n'est pas représentatif, les rivaux ne tardent pas à revenir à la charge. Les résultats reflètent aussi ce qui a été observé par d'autres moyens. Il demeure que le parti au pouvoir ne peut espérer être élu (ou réélu) si son programme politique préconise l'unification avec la RPC.

Un autre participant a demandé au conférencier de fournir des précisions sur la stratégie militaire globale de l'Inde. Le conférencier a répondu qu'il était difficile de savoir ce que la militarisation signifie exactement pour l'Inde à l'heure actuelle. Le gouvernement indien suit avec grand intérêt le développement de la capacité de la Chine au Tibet. D'après un expert, cela signifie que l'Inde devra réviser ses plans militaires. En ce qui concerne la marine, New Delhi cherche tout particulièrement à étendre ses capacités navales, mais n'a

pas encore réussi à élaborer une stratégie cohérente. Un autre conférencier a répondu que la tactique chinoise dite « du collier de perles » tient davantage du mythe que de la réalité. La capacité de la Chine de transformer d'actuels projets de ports commerciaux en bases militaires totalement opérationnelles n'est qu'une hypothèse, et les moyens de la marine chinoise sont généralement surévalués par les observateurs étrangers.

Un participant se demandait si la Chine pourrait être portée à adopter des mesures unilatérales afin de contrôler ou de détourner les ressources du bassin hydrographique du Tibet, qui alimente les principales rivières indiennes. Le conférencier a répondu que Beijing serait plutôt disposé à prendre des mesures de coopération dans le dossier de la gestion des ressources hydriques.

Enfin, un membre de l'auditoire a demandé ce que la succession du dalaï-lama risquait de modifier dans la relation sino-indienne. Le conférencier a répondu que New Delhi ne prendrait certainement pas de mesures rigoureuses contre la diaspora tibétaine en Inde. La succession crée un certain malaise chez les dirigeants chinois, mais la perspective d'un successeur jouissant d'une légitimité et d'une réputation moins grandes en Occident pourrait satisfaire Beijing.

Géopolitique de la Chine

La nature et l'avenir des relations entre Beijing et Washington

Au cours des dernières années, de nombreux analystes aux États-Unis ont laissé entendre que la Chine prenait de l'essor ou qu'elle allait devenir un acteur important sur l'échiquier mondial. Toutefois, ils se sont maintenant rendu compte que le pays s'est en fait déjà taillé une place sur la scène internationale. Aux États-Unis, les réactions face à cette transformation évoluent également et les relations émergentes avec la Chine suscitent beaucoup d'incertitude. La Chine devrait elle être perçue comme un partenaire, un concurrent ou un rival ? Certains soutiennent que la Chine deviendra probablement tous les trois en même temps, créant ainsi une relation encore plus complexe.

Dans le contexte de sa relation avec Washington et le reste du monde, la Chine projette une image parfois contradictoire. La façon dont les dirigeants chinois perçoivent leur pays, soit en tant que grande puissance, soit comme puissance en développement, influe sur leur comportement à l'échelle internationale. Les relations de

la Chine avec le monde reposent en grande partie sur ses besoins intérieurs. On pourrait dire que la politique étrangère chinoise est axée sur les ressources. La Chine sait également que son avenir repose sur le système international existant. Certains Chinois perçoivent les États-Unis comme une menace, c'est-à-dire comme un pays qui tente de contenir la montée en puissance de la Chine, et pensent donc que le système international est hostile à la Chine parce qu'il a été conçu par les États-Unis. D'autres, par contre, voient les États-Unis comme un éventuel ami. Toutefois, en règle générale, la Chine se rend compte que la situation sécuritaire internationale actuelle joue en sa faveur, ce qui a incité l'ancien président Jiang Zemin à déclarer en 2002 que la Chine était entrée dans une période de grandes possibilités stratégiques.

« La Chine devrait-elle être perçue comme un partenaire, un concurrent ou un rival ? »

La Chine croit aussi que le monde s'oriente vers une plus grande multipolarité et elle accueille favorablement le déclin relatif des États-Unis. Elle continue de moderniser son armée en accordant une attention particulière à Taïwan, mais a également commencé à élargir ses horizons. Dans l'ensemble, depuis les règnes de Deng Xiaoping et de Jiang Zemin, la politique chinoise à l'égard des États-Unis a été axée sur la coopération et l'évitement des affrontements. Le président Hu Jintao continue d'appliquer cette politique depuis son arrivée au pouvoir.

À l'heure actuelle, les décideurs américains se concentrent sur les dossiers intérieurs, comme le projet de réforme des soins de santé et la crise économique. À l'échelle internationale, les yeux de Washington sont fixés sur l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak et le terrorisme international. Depuis l'élection du président Barack Obama, les États-Unis ont élargi leur programme international afin d'inclure le changement climatique, la récession, la non-prolifération, l'Iran et la Corée du Nord. L'approche de Washington se fonde maintenant sur le respect et les intérêts mutuels, ce qui représente un changement de cap important par rapport à l'administration précédente. Cette attitude guide actuellement en grande partie la stratégie américaine face à la Chine. L'administration Obama s'est également fait un devoir de réaffirmer l'engagement des États-Unis dans la région Asie-Pacifique.

Le conférencier a souligné la continuité de la politique américaine à l'égard de la Chine au fil des années. Depuis l'époque de l'ex-président Nixon, l'idée selon laquelle une Chine stable, prospère et intégrée est dans l'intérêt des États-Unis domine, l'espoir étant qu'elle contribue effectivement au succès du système international. Cela demeure un pari, et le succès de la nouvelle ère de multipolarité n'est pas garanti. Il convient de souligner également que l'attitude des Américains à l'égard de la Chine a changé, à mesure que l'administration à Washington s'est écartée de la notion selon laquelle la Chine doit être un « actionnaire responsable » pour adopter une politique axée sur la « réassurance stratégique ». Ce changement d'attitude est au cœur du dilemme auquel les États-Unis se heurtent aujourd'hui et impose à la Chine le fardeau de rassurer non seulement les États-Unis, mais aussi la communauté internationale au sujet de son orientation future.

En ce qui concerne les perspectives de coopération ou la notion des « destins liés », ce changement d'attitude s'explique par le fait que les deux parties cherchent la stabilité ainsi que l'accès à des ressources naturelles et aux marchés mondiaux.

Selon une opinion, la Chine deviendra à long terme une puissance du statu quo. Viennent confirmer ce point de vue la multitude d'accords sur le changement climatique qu'elle a négociés, le renforcement de ses sanctions contre la Corée du Nord, le dépôt de griefs commerciaux auprès de l'OMC et, de façon plus générale, la participation au système international. Il existe de nombreuses questions transnationales que la communauté internationale ne pourra pas régler sans la Chine, malgré la méfiance mutuelle et les approches et les priorités différentes. Les États-Unis et la Chine reconnaissent que la méfiance et la peur peuvent mener à des affrontements indésirables.

Parmi les enjeux internationaux les plus urgents auxquels les États-Unis et la Chine sont confrontés, mentionnons le changement climatique, les questions de sécurité liées à la lutte contre le terrorisme, la sécurité énergétique, les efforts de reprise économique, les relations avec l'Iran et la non-prolifération. Les deux pays doivent aborder ces questions tout en reconnaissant qu'ils ont chacun un rôle à jouer. Ils proposent toutefois des solutions bien différentes. Prenons par exemple la vision qu'ont les États-Unis du patrimoine naturel international. Selon eux, cette notion pourrait comprendre l'espace maritime et le cyberspace. L'approche chinoise est diamétralement

opposée, la Chine étant en train d'établir des stratégies d'interdiction d'accès, même dans les eaux internationales. Il continuera donc d'être difficile de concilier ces deux approches.

Les dossiers régionaux les plus importants dans lesquels sont impliqués les deux pays sont la Corée du Nord, l'Afghanistan, le Pakistan, la mer de Chine méridionale, la montée en puissance de l'armée chinoise, les réactions régionales à l'essor de la Chine, le régionalisme concurrentiel et le rôle des normes. C'est dans ce dernier dossier que ressortent les approches différentes des deux pays. La Chine, par exemple, préfère faire partie de groupes et d'organisations où les États-Unis ne sont pas présents.

Les questions bilatérales comme Taïwan, la prolifération nucléaire, les droits de la personne et le dialogue stratégique et économique sont habituellement les plus sensibles et ne peuvent pas encore être abordées dans des tribunes plus vastes.

Quant aux dossiers unilatéraux (c'est-à-dire comment les États-Unis se préparent à la montée continue de la Chine), les plus importants portent sur les questions suivantes : comprendre comment la façon de voir la Chine a changé (il est intéressant de noter qu'il n'a pas beaucoup été question de la Chine lors de la campagne présidentielle en 2008); comment financer les guerres en cours; comment remporter de futures guerres ou dissuader ou rassurer les alliés; comment apaiser les discours entourant la création éventuelle d'un G2. Les États-Unis ont des alliés partout dans le monde et doivent veiller à ce que leurs relations avec la Chine soient considérées objectivement. Bien que les deux pays aient de toute évidence des intérêts et des objectifs communs, les perspectives de coopération sont assez limitées en ce moment.

Aperçu des relations sino-russes

Les relations géopolitiques entre la Russie et la Chine se détériorent peut-être. Il est vrai que la relation a été décrite officiellement comme une relation entre deux importantes puissances montantes aux vastes intérêts communs et au regard tourné sur le monde, mais il se peut que ce soit une exagération. La conclusion d'un accord sur la frontière sino-russe et le fait que la Chine a accepté en février 2009 de prêter 25 milliards de dollars à des sociétés pétrolières et pipelinières russes en échange de livraisons de pétrole sur une période de 20 ans constituent de récents points forts de la relation. Mais celle-ci est-elle fondée sur des intérêts stratégiques partagés ?

Il existe une certaine méfiance entre la Chine et la Russie, et les deux pays s'intéressent beaucoup plus à l'Occident que l'un à l'autre. Les États-Unis sont le principal partenaire de la Chine, alors que l'Union européenne est le principal partenaire de la Russie. Il convient de signaler aussi que Beijing est mieux placé pour tirer un avantage pratique de sa relation avec la Russie que Moscou ne l'est avec la Chine. La Russie a tendance à exagérer ses liens avec la Chine, dans le but probable d'ajouter créance à sa théorie selon laquelle l'hégémonie américaine est en déclin et elle est un acteur central dans le nouveau monde multipolaire.

La relation avec Beijing a suscité des préoccupations pour la Russie. Celle-ci a un sens de supériorité enraciné, mais en même temps, elle se rend compte que la Chine est en train de prendre le dessus sur le plan de la modernisation et en tant que puissance mondiale. La Russie craint énormément de devenir le fournisseur de ressources de la Chine et est de plus en plus pessimiste face à cette réalité.

« Il existe une certaine méfiance entre la Chine et la Russie, et les deux pays s'intéressent beaucoup plus à l'Occident que l'un à l'autre. »

À long terme, la menace pour la sécurité nationale de la Russie émanant de la Chine se fera surtout sentir en Extrême-Orient russe, dans l'armée et chez les gens ordinaires. On craint au fond qu'un Moscou de plus en plus faible ne soit pas en mesure d'affronter Beijing, surtout sur le plan de l'expansion de la Chine en Extrême-Orient et de la concurrence pour les ressources. Sur le plan militaire, des données probantes révèlent que l'armée chinoise ne planifie pas d'affrontements avec la Russie, mais tient quand même à régler le problème de Taïwan. Au sein de l'armée russe, le sentiment antiméricain est plus prononcé que le sentiment antichinois. C'est un point de vue que les gens ordinaires ne partagent toutefois pas.

Les intérêts stratégiques sont au cœur de la relation entre les deux pays. De toute évidence, celle-ci n'est pas fondée sur le commerce, les échanges commerciaux avec la Russie ne représentant que 2 % du commerce extérieur chinois, et les échanges commerciaux avec la Chine, seulement 6 % du commerce extérieur russe. En outre, la plupart des experts écartent la possibilité d'une relation stratégique entre la Chine, la Russie et les États-Unis ou d'une coopération accrue entre la Russie et la Chine. La Russie s'oppose à tout ordre international qui ne lui permet pas d'influer sur les décisions stratégiques, alors que la Chine, contrairement à la Russie, cherche

à rester relativement discrète et à ne pas s'insurger contre les États-Unis à chaque occasion. Quant à l'avenir, Moscou envisage encore un monde tripolaire où la Russie jouera un rôle d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, alors que la Chine est davantage portée à envisager un monde bipolaire avec les États-Unis.

Sur le plan géopolitique, les relations entre la Chine et la Russie pourraient s'orienter dans six sens différents.

- 1) *Une coalition autoritaire.* Les relations sino-russes détermineront comment le monde sera divisé en fonction des systèmes politiques. Les deux pays risquent peu de s'orienter en ce sens étant donné que leurs perspectives sont trop différentes.
- 2) *Une alliance sino-russe.* Les deux pays risquent peu de s'orienter en ce sens étant donné que la Chine s'oppose à ce genre d'engagement rigide.
- 1) *Une convergence sino-russe.* Ce scénario assez simpliste se fonde sur la stratégie industrielle, les structures sociales et les modèles de développement des deux pays. On ne peut supposer que les deux pays suivront un développement linéaire ni ne faire abstraction du fossé grandissant entre leurs capacités.
- 2) *Une coopération régionale sino-russe.* Cette orientation n'est pas entièrement exclue, mais ne serait possible que si les États-Unis et l'Union européenne étaient incapables de maintenir une présence en Afghanistan. Elle est peu probable étant donné que les deux pays se livrent une concurrence féroce dans la région.
- 3) *Rupture et affrontement entre la Chine et la Russie.* Bien qu'une telle orientation soit peu probable, elle n'est quand même pas inconcevable. Une menace pour la sécurité en Extrême-Orient et une perception croissante de vulnérabilité de la part de la Russie constitueraient des éléments déclencheurs.
- 4) *La Chine éclipse la Russie sous le prétexte d'un partenariat.* Si les deux pays s'orientaient en ce sens, la Chine éclipserait la Russie au sein des organismes décisionnels internationaux. La Russie se présenterait comme un partenaire stratégique indépendant, mais exercerait une moins grande influence. Si la puissance de la Russie diminue davantage, Moscou pourrait chercher à resserrer ses liens avec l'Union européenne et établir une relation plus

stable avec les États-Unis afin de se joindre à une coalition d'États occidentaux. La Russie pourrait alors tenter de gérer sa relation avec la Chine par l'intermédiaire de cette tribune, comme elle l'a déjà fait.

Regard sur les relations entre la Chine et l'Europe

En ce qui a trait à sa relation avec la Chine, l'Europe vit une crise de confiance, ayant passé de l'optimisme à une forme de réalisme mesuré ou même au pessimisme. Ce changement s'explique par les récents revers qu'ont connus les relations entre la Chine et l'Union européenne, y compris la décision de cette dernière de ne pas lever l'embargo sur les armes, surtout à cause de différends internes. Les relations économiques entre l'Union européenne et la Chine importent beaucoup aux deux parties. En fait, les échanges commerciaux entre l'Union européenne et la Chine sont les plus importants au monde, suivis de ceux entre les États-Unis et la Chine. Il est intéressant de noter aussi qu'en 2007, le déficit commercial entre l'Union européenne et la Chine a dépassé celui entre les États-Unis et la Chine.

La situation était inattendue et s'inscrit dans une crise plus générale découlant des attentes en Europe. Celle-ci était trop optimiste face aux avantages éventuels de cette relation et de sa capacité à aider la Chine à se développer. Les Chinois, par contre, avaient l'impression que l'Union européenne se rapprochait d'eux et que la relation serait facile à gérer. Ils ont une liste de revendications qu'ils apportent à la table de négociation. Cette liste, qui n'a pas beaucoup changé au fil des années, comprend la levée de l'embargo sur la vente d'armes à la Chine, la reconnaissance de cette dernière en tant qu'« économie de marché », la non-ingérence dans la politique intérieure et un engagement à refuser d'accueillir le président de Taiwan, le dalaï-lama ou d'autres opposants politiques.

En 2008, des manifestations publiques contre le relais de la flamme olympique ont miné encore davantage la relation. Cette situation a provoqué l'annulation du sommet entre l'Union européenne et la Chine prévu cette année-là. C'était la première fois que la Chine annulait un sommet bilatéral aussi important, à l'exception du sommet avec l'URSS dans les années 1960. Toutefois, ce n'est pas la première fois que la Chine suspend des relations bilatérales dans le but d'exercer une influence. Les relations entre l'Union européenne et la Chine ne sont pas complètement rétablies sur le plan politique, et à l'heure actuelle, ni l'une ni l'autre des parties n'est satisfaite du statu quo.

Un certain nombre de facteurs sont à l'origine des relations houleuses entre l'Union européenne et la Chine. Les différences importantes entre les États membres ont rendu les relations difficiles, étant donné que, sur le plan individuel, chaque État traite différemment avec la Chine. Par conséquent, l'Union européenne utilise l'approche du plus petit dénominateur commun et tend à adopter des politiques semblables à celles utilisées entre les États-Unis et la Chine, sans véritable stratégie. Un autre facteur qui complique la relation a trait au fait que l'Union européenne a été très ouverte sur le plan du commerce et des accords et estime qu'elle a déjà fait suffisamment de concessions à la Chine. Elle est d'avis que le déséquilibre est de plus en plus marqué, comme en témoigne par exemple l'absence d'un accès mutuel aux marchés des deux parties.

«...l'Union européenne utilise l'approche du plus petit dénominateur commun et tend à adopter des politiques semblables à celles utilisées entre les États-Unis et la Chine, sans véritable stratégie. »

En réalité, contrairement aux stratégies des États-Unis et du Japon, la stratégie de l'Union européenne qui consiste à gérer sa relation avec la Chine en partageant son savoir-faire sur le plan de l'aide et de la gouvernance ne donne pas les résultats souhaités. L'Union européenne doit restructurer sa relation avec la Chine et s'écarter de la stratégie qui consiste à « venir en aide à une économie en développement ». Elle doit se rendre compte que la transformation de la Chine en économie de marché ne donnera pas lieu aux changements politiques escomptés. Elle doit comprendre en outre que sa relation avec la Chine ne comporte pas un facteur de dissuasion économique mutuelle comme celle entre la Chine et les États-Unis. Le taux d'épargne en Union européenne est élevé et celle-ci n'a pas de marché obligataire. Toutefois, elle n'a pas exploité le besoin de la Chine d'exporter des capitaux.

Les principaux États membres sont désillusionnés en raison de leur incapacité à influencer directement sur la relation entre l'Union européenne et la Chine et ont reconnu le besoin de dégager un consensus entre tous les membres. Quoique difficile, un tel consensus général est en train de voir le jour. Les membres de l'Union européenne comprennent qu'ils doivent d'abord régler le problème de la présidence tournante qui nuit aux nombreux sommets.

Certains ont proposé, par exemple, que les pays ayant l'intérêt le plus pressant dans un domaine particulier prennent part aux discussions pertinentes avec la Chine.

L'Union européenne doit repenser sa politique industrielle, surtout en ce qui a trait à la protection des droits de propriété intellectuelle. Mais, de façon plus générale, il est temps qu'elle adopte un cadre de réciprocité semblable au nouveau cadre adopté par les États-Unis à l'égard de la Chine. Ce cadre ne se limite pas à l'évaluation des relations comme étant meilleures ou pires, mais vise à favoriser la coopération et l'élaboration d'une stratégie au cas par cas. L'adoption par l'Union européenne d'une approche plus réaliste inquiète étant donné que les États-Unis s'efforcent d'accroître la coopération. Les récentes difficultés économiques aux États-Unis pourraient toutefois les inciter à adopter une approche qui ressemble davantage à celle de l'Union européenne.

Discussion

Un participant a demandé où s'inscrivait le Japon, étant donné qu'il demeure l'une des principales puissances dans la région et qu'il n'en a pas été question directement au cours du module. Le conférencier a répondu que la question du Japon était intéressante, surtout en ce qui concerne l'approche de la Russie. Il existe encore quelques conflits territoriaux entre les deux pays, mais un rapprochement aiderait sans doute à contrebalancer la relation entre la Chine et la Russie en Extrême-Orient.

Un autre participant a demandé où s'inscrivait l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Le conférencier a répondu que cette organisation était davantage guidée par les ambitions de la Chine que par celles de la Russie. La Chine a du mal à justifier l'existence de la l'OCS en ce moment, sauf peut-être en tant qu'organisme qui l'aide à gérer sa présence commerciale et politique croissante en Asie centrale. L'organisation s'est heurtée à un obstacle, la méfiance entre ses membres et la Russie s'étant accrue, surtout depuis la guerre en Géorgie lorsque la Chine a mené une opposition à l'intervention de la Russie. Alors que l'OCS aurait pu être perçue comme un moyen de véhiculer des principes conservateurs axés sur la souveraineté, les actions de la Russie en Géorgie, en particulier sa reconnaissance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, ont probablement éliminé cette possibilité pour l'instant.

Un autre participant a demandé s'il convenait d'examiner la question du partage des responsabilités sous l'angle du patrimoine naturel international. Les questions de pollution pourraient-elles être considérées comme faisant partie de ce patrimoine ? Et que dire de l'Arctique ? D'après un conférencier, il convient effectivement de tenir compte de la notion de patrimoine naturel international lorsqu'on réfléchit aux questions touchant la qualité de l'air, le cyberspace, la marine marchande ou les communications numériques, c'est-à-dire les éléments communs du système international.

Un autre participant a demandé si le point de vue des États-Unis au sujet du dossier de Taïwan avait changé. Un conférencier a déclaré que les politiciens américains avaient changé d'avis, étant donné qu'ils reconnaissent l'importance de la Chine (comme l'ont fait McCain et Obama, par exemple) et la solidité de la politique de l'administration Bush face à la Chine. La *Taiwan Security Act*, par exemple, a servi à faire bien comprendre à Cheng Shuibian en 2006 et en 2008 qu'il ne recevrait pas de chèque en blanc. Il a compris que s'il allait trop loin, on lui retirerait tout soutien. Les États-Unis ont suspendu leurs ventes d'armes à Taïwan pour le moment, ce qui pourrait créer une situation difficile si elles ne sont pas approuvées bientôt. À l'heure actuelle, le marché comprend des F16, mais si trop de temps s'écoule, ceux-ci pourraient être considérés désuets, et il faudrait alors négocier l'envoi de F35, ce qui compliquerait la situation encore davantage.

Un autre participant a déclaré que même si les États-Unis doivent intégrer la Chine dans la communauté internationale, ils doivent aussi investir dans le système international et aider à bâtir des institutions mondiales. Ont-ils le courage à l'heure actuelle de financer la reconstruction du système international ? L'Union européenne détiendrait-elle un avantage par rapport aux États-Unis à cause de son taux d'endettement moins élevé ? D'après le conférencier, les États-Unis devront s'efforcer de rebâtir ces institutions. Il rappelle toutefois que Rome n'a pas été bâtie en un jour. Le processus sera lent, mais les États-Unis sont toujours bien déterminés à mener ce projet à bien.

Annexes

Annexe A

Ordre du jour de la conférence

Conférence parrainée conjointement par le Service canadien du renseignement de sécurité et le Centre de recherches pour le développement international

28 septembre 2009

- 9h – 9h15 Mot de bienvenue, structure et objectifs de la conférence
- 9h15 – 9h30 Allocution d'ouverture : Au-delà des clichés du Dragon
- 9h30 – 10h45 MODULE 1 – POLITIQUE NATIONALE CHINOISE
Quels sont les principaux enjeux de la politique intérieure chinoise ? Où réside le pouvoir, comment les décisions se prennent-elles et en quoi la gouvernance a-t-elle évolué depuis 1989 ?

Exposés des spécialistes

- D'une idéologie à une autre ? Le nationalisme et son impact sur l'élaboration des politiques, la vie politique et les perceptions publiques en Chine*
- Leadership : Composer avec la Chine – le choc des idées*
- Administrer depuis le centre : relations de Beijing avec les provinces*
- 10h45 – 11h15 Pause
- 11h15 – 12h15 *Discours programme. Puissance de la Chine à l'extérieur : messages, méthodes et impact*
- 12h15 – 13h15 Pause-repas
- 13h15 – 14h45 MODULE 2 – RÉALITÉS INTÉRIEURES CHINOISES AUJOURD'HUI
Aperçu de quelques-uns des dossiers intérieurs les plus pressants et les plus lourds de conséquences en Chine

Exposés des spécialistes

Tibet, Xinjiang et minorités : ethnicité, identité chinoise et tensions politiques

Brider le mécontentement : malaise social et crise économique mondiale

Réponses de l'État et de la société aux défis environnementaux en Chine

14h45 – 15h Pause

15h – 16h30 MODULE 3 – DÉBATS ÉCONOMIQUES EN CHINE ET IMPACTS FUTURS SUR L'ORDRE MONDIAL

Aperçu de l'impact national et mondial du développement et des défis économiques de la Chine

Exposés des spécialistes

Approche du gouvernement : les « gauchistes », la « vieille gauche », la droite et la croissance à tout prix ?

Pétrole, ressources et diplomatie du crédit de la Chine

Redéfinir la gouvernance mondiale : l'empreinte de l'empire du Milieu sur la gouvernance mondiale

16h30 – 17h15 Discours-programme : Influence financière et monétaire montante de la Chine

29 septembre 2009

9h – 9h15 Retour sur le jour 1

9h15 – 10h45 MODULE 4 – HORIZON 2015 : QU'EST-CE QUE LE CANADA DOIT SURVEILLER ?

Évaluation des enjeux émergents dans les relations du Canada avec la Chine

La grande stratégie de la Chine : conséquences pour le Canada

Canada-Chine : une relation de plus en plus complexe

En eaux inconnues : la Chine et la géopolitique de l'environnement

10h45 – 11h15 Pause

11h15 – 12h15 DÉBAT SUR PLACE

DÉBAT D'EXPERTS – APRÈS LA CRISE : PORTRAIT DE LA CHINE EN 2015

Que le ralentissement économique mondial actuel prenne fin rapidement, reprenne après l'apparition de signaux encourageants ou soit suivi d'une période de lente reprise, la Chine continuera de jouer un rôle prépondérant dans les affaires économiques. Quel avenir s'offre à elle en tant que puissance de premier plan ?

12h15 – 13h15 Pause-repas

13h15 – 14h15 MODULE 5 – LES VOISINS DE LA CHINE

Évaluation de certains aspects clés des relations et des défis de la Chine dans sa zone géographique d'influence immédiate

Exposés des spécialistes

Inde et Chine : rivalité ou complémentarité ?

Les enjeux de la Chine en Asie du Sud-Est

Chine et Taiwan : l'énigme

14h15 – 14h30 Pause

14h30 – 16h MODULE 6 – GÉOPOLITIQUE DE LA CHINE

Analyse de l'état actuel et des perspectives des relations de Beijing avec les grandes puissances

Exposés des spécialistes

Destins liés : la nature et l'avenir des relations entre Beijing et Washington

Commodité ou communauté ? Aperçu des relations sino-russes et de l'angle sous lequel les observateurs occidentaux tendent à les examiner

Ancien Monde et Nouveau Monde : regards sur les relations entre la Chine et l'Europe

16h30 – 16h45 Récapitulation : la nouvelle place de la Chine dans
le monde

16h45 – 17h Mot de la fin

Annexe B

La liaison-recherche au SCRS

Le renseignement dans un monde en évolution

On dit souvent que le monde évolue de plus en plus rapidement. Analystes, commentateurs, chercheurs et autres – associés ou non à un gouvernement – acceptent peut-être ce cliché, mais la plupart commencent seulement à comprendre les conséquences très réelles de ce concept pourtant abstrait.

La sécurité mondiale, qui englobe les diverses menaces à la stabilité et à la prospérité géopolitiques, régionales et nationales, a profondément changé depuis la chute du communisme. Cet événement a marqué la fin d'un monde bipolaire organisé selon les ambitions des États-Unis et de l'ancienne URSS et les tensions militaires en résultant. Détruisant rapidement la théorie de « fin de l'histoire » des années 1990, les attentats terroristes contre les États-Unis, en 2001, ainsi que les événements ultérieurs liés dans d'autres pays, ont depuis modifié ce qu'on entend par sécurité.

La mondialisation, l'évolution rapide de la technologie et la sophistication des moyens d'information et de communication ont naturellement eu une incidence sur la nature et le travail des gouvernements, y compris des services de renseignements. En plus des conflits habituels entre États, il existe désormais un large éventail de problèmes de sécurité transnationale découlant de facteurs non étatiques, et parfois même non humains. Ces problèmes vont du terrorisme, des réseaux illégaux et des pandémies à la sécurité énergétique, à la concurrence internationale pour les ressources et à la dégradation mondiale de l'environnement. Les éléments de la sécurité mondiale et nationale sont donc de plus en plus complexes et interdépendants.

Notre travail

C'est pour mieux comprendre ces enjeux actuels et à venir que le SCRS a lancé, en septembre 2008, son programme de liaison-recherche. En faisant régulièrement appel aux connaissances d'experts au moyen d'une démarche multidisciplinaire et collaborative, le Service favorise une compréhension contextuelle des questions de sécurité pour le bénéfice de ses propres experts ainsi que celui des chercheurs et des spécialistes avec qui il s'associe. Ses activités visent à établir une vision à long terme des différentes tendances

et des divers problèmes, à mettre en cause ses hypothèses et ses préjugés culturels, ainsi qu'à affiner ses moyens de recherche et d'analyse.

Pour ce faire, nous :

- nous associons activement à des réseaux d'experts de différents secteurs, de gouvernements, de groupes de réflexion, d'instituts de recherche, d'universités, d'entreprises privées et d'organisations non gouvernementales (ONG), tant au Canada qu'à l'étranger. Si ces réseaux n'existent pas déjà, nous pouvons les créer en collaboration avec différentes organisations;
- stimulons l'étude de la sécurité et du renseignement au Canada, favorisant ainsi une discussion publique éclairée à propos de l'histoire, de la fonction et de l'avenir du renseignement au Canada.

Dans cette optique, le programme de liaison-recherche du Service emprunte de nombreuses avenues. Il soutient, élabore, planifie et accueille plusieurs activités, dont des conférences, des séminaires, des études, des exposés et des tables rondes. Il participe aussi activement à l'organisation du Global Futures Forum, un appareil multinational du renseignement et de la sécurité qu'il soutient depuis 2005.

Nous n'adoptons jamais de position officielle sur quelque question, mais les résultats de plusieurs de nos activités sont publiés sur le site Web du SCRS au www.scrs-csis.gc.ca. Par la publication des idées émergeant de nos activités, nous souhaitons alimenter le débat et favoriser l'échange d'opinions et de perspectives entre le Service, d'autres organisations et divers penseurs.